

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°78 - 5 juin 2011

Qui devra payer ?
Le capital ou le travail ?

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : lundi 6 juin 2011

Démocratie & Socialisme

Loin de s'éloigner, la crise financière continue de ronger la zone euro. Une crise qui a transformé des dettes privées en dettes publiques, lorsque les états se sont portés au secours du système bancaire au bord de la faillite. Une crise que de nombreux Etats veulent maintenant faire payer à leurs populations... alors que les banques ont retrouvé leurs profits d'avant crise, et continuent allégrement leurs pratiques spéculatives.

Le malade grec mourra-t-il guéri ?

L'exemple de la Grèce est frappant. La Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international exigent toujours plus du peuple grec. Toujours plus d'austérité, encore plus de privatisation. La baisse des revenus, le chômage, la précarité entraînent tous les jours un peu plus ce pays dans la récession. Les spéculateurs (ce qu'en langage libéral, on appelle les marchés financiers) n'ont toujours pas l'assurance que la Grèce pourra rembourser, les notes des agences de notation sont jour à après jour un peu plus dégradées, et la Grèce trouve alors des emprunts à taux de plus en plus élevés. Cercle vicieux sans fin ! Le Portugal semble emprunter le même chemin. La théorie des dominos appliquée à l'Europe ?

Les Grecs fainéants ?

Pour la chancelière démocrate-chrétienne Angela Merkel, les raisons de cette situation sont simples. Elle s'en est prise à la mi-mai aux Grecs, Portugais et Espagnols tire-au-flanc. Pas de chance pour elle, selon les données de l'OCDE, la durée annuelle du travail est (chiffres de 2009) nettement moindre en Allemagne (1390 heures en moyenne) qu'en Espagne (1654 heures), au Portugal (1719 heures) et surtout en Grèce (2119 heures). Quant à l'âge effectif moyen de départ à la retraite, il est le même pour les salariés allemands (62,2 ans), espagnols (62,3 ans), portugais (62,6 ans) ou grecs (61,5 ans). La productivité par tête Outre-Rhin est dans la moyenne de l'Europe du sud. Quant à la productivité horaire, elle est au-dessus de la moyenne mais pas meilleure que celle de la Grèce(*). Angela Merkel a donc tout faux ! Elle oublie volontairement le rôle des grandes banques (notamment celles de son pays), mais aussi le choix fait par elle de baisse imposée du coût du travail afin de favoriser les exportations allemandes (politique qui, pour être « efficace », ne peut être mise en oeuvre que par un seul pays).

Des plans d'austérité de plus en plus rejetés par les populations

Les manifestations et les grèves en Grèce, le mouvement des Indignés dans l'État espagnol commencent à inquiéter les milieux financiers. « Le risque de contagion des mouvements sociaux en Europe est un facteur supplémentaire d'aversion aux marchés d'actions » lit-on dans une note du courtier CMC Markets(**).

La question de la dette publique sera aussi au centre de la présidentielle de 2012 en France. Résultat de la crise financière et de la politique de baisse des impôts pour les riches pratiquée par Sarkozy depuis 5 ans, la dette publique française sera-t-elle mise en avant par certains à gauche pour justifier à l'avance tous les renoncements ? En arrivant au gouvernement en 2012, un gouvernement de la gauche unie devra organiser un audit de la dette de la France. Les raisons de cette dette devront être débattues publiquement. Pourquoi faudrait-il rembourser la part de cette dette qui serait jugée illégitime car due aux pratiques spéculatives du capitalisme financier ? Débattons-en dès maintenant !

Qui devra payer ?
Le capital ou le travail ?

- ▶ (*) Tous ces chiffres proviennent d'une étude du chef économiste de Natixis, Patrick Artus, cités par Le Monde du 2 juin
- ▶ (**) Le Monde de l'économie du 31 mai